

**Marché public de fournitures courantes et de services**

**Direction de l'administration  
et des finances**

Service achats/marchés

---

**Dossier suivi par :**  
Service achats/marchés

**Ligne directe :**  
01 49 77 38 71

**E- mail :**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
n°13 du 12 mars 2022**

**Relatif à**

**Réalisation d'une veille médias, d'un  
panorama de presse quotidien et de  
prestations connexes pour le compte de  
l'Anses**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales	3
1.1	Forme et objet du marché	3
1.2	Durée du marché	3
1.3	Réalisation de prestations similaires	3
1.4	Montants :	3
ARTICLE 2	Pièces constitutives du marché	3
ARTICLE 3	Modalités d'exécution des prestations	4
3.1	Référence aux normes	4
3.2	Suivi de la prestation	4
3.3	Bons de commande	4
3.4	Pénalités de retard :	5
3.5	Clause de réexamen	5
ARTICLE 4	Vérifications et admission	5
ARTICLE 5	Prix du marché	5
5.1	Généralités	5
5.2	Forme et révision des prix	6
ARTICLE 6	Modalités de règlement du marché	6
6.1	Avance	6
6.2	acomptes	6
6.3	Présentation des demandes de paiements	6
6.4	Mode de règlement et délai de paiement	8
6.5	paiement des sous-traitants	8
ARTICLE 7	Assurances	9
ARTICLE 8	Confidentialité	9
ARTICLE 9	Résiliation du marché	10
9.1	Dispositions générales	10
9.2	Disposition particulière	10
ARTICLE 10	Autres dispositions	10
ARTICLE 11	Litiges	10
ARTICLE 12	Dérogations au CCAG. Fournitures Courantes et Services	10

Une annexe technique « cahier des charges »

## **ARTICLE 1      DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1      FORME ET OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché est un marché de services passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique.

Le marché constitue un accord cadre qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique. En conséquence, suivant les termes de la fiche explicative CC/2005/03\_rev1 du 14.7.2005 de la Commission européenne relative aux accords-cadres, ce dernier est qualifié de contrat cadre individuel.

Le contrat cadre individuel, s'exécute sous la forme d'un marché à bons de commande suivant les dispositions du code de la commande publique et en gestion « dépenses directes ».

Le marché porte sur :

À titre principal sur une base forfaitaire :

La réalisation d'une veille médias et d'un panorama de presse quotidien.

Autres :

- prestations connexes à la demande de l'Anses faisant l'objet de bons de commandes ou d'un décompte sur la base de prix unitaires en fonction du réalisé (gestion en dépenses directes).

### **1.2      DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu à compter de la date de sa notification, pour une première période d'exécution qui court à compter de la date de mise en œuvre effective du service pour une durée de 12 mois ; à l'issue de cette première période, le marché est reconduit expressément 2 fois pour des périodes successives de 12 mois (soit une durée maximale de 36 mois).

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision correspondant à la non reconduction du marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

### **1.3      REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, avant la fin du terme de la dernière période d'exécution, il pourra être conclu avec le titulaire un marché sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires. La durée et les montants de ce nouveau marché seront définis dans les mêmes termes que le marché initial.

### **1.4      MONTANTS :**

Le montant minimum correspond au montant de la redevance forfaitaire pour la première période d'exécution.

Le montant maximum du marché sur sa durée, reconductions comprises, est de 200 000 euros HT ; cette information ne saurait engager l'Anses ni lui être opposable si le montant maximum estimé n'est pas atteint dans le cadre de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 2      PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché, les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### **Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe cahier des charges ;

## **Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (Jorf du 01 avril 2021).

## **Autre pièce**

L'offre technique et financière du titulaire

## **Disposition particulière**

Les conditions générales de ventes du titulaire, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent CCP et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au marché.

## **ARTICLE 3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 REFERENCE AUX NORMES**

Le marché devra être exécuté conformément aux stipulations du présent CCP et aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

### **3.2 SUIVI DE LA PRESTATION**

Le titulaire doit désigner en son sein un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation. Les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur ne pourront être prises que par les personnes désignées à l'article 10 du présent CCP sur proposition des référents techniques de l'Anses.

### **3.3 BONS DE COMMANDE**

Le cas échéant en fonction de la nature des services, les prestations font l'objet de l'émission de bons de commande successifs valant ordres de service de démarrage des prestations. Ils sont établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Anses. Les commandes sont transmises par tout moyen (télécopie, mail...) le cas échéant confirmé par courrier.

Chaque bon de commande précise la nature et les quantités des prestations à réaliser, le montant du bon de commande, le délai et le cas échéant le lieu d'exécution.

Seuls les bons de commande signés par les personnes désignées à l'article 10 pourront être honorés par le titulaire.

Préalablement à chaque commande le titulaire présente, à la demande de l'Anses le cas échéant sur la base d'un cahier des charges fonctionnel, une proposition sous forme de devis. Cette disposition s'applique notamment à titre exceptionnel, pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans les grilles financières et le cahier des charges ; dans ce cas, le bon de commande est passé sur la base du devis accepté qui lui est annexé.

La notification du marché et des décisions de reconductions expresses valent bon de commande et ordre de service de démarrage pour les prestations réalisées sur une base d'abonnement forfaitaire annuel.

Si la nature des prestations ne permet pas l'émission de bons de commande les services concernés sont gérés en dépenses directes.

En dérogation au délai de l'article 3.7.2. du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Anses dans un délai de trois jours à compter de la réception du bon de commande.

### **3.4 PENALITES DE RETARD :**

En dérogation à l'article 14.1. du CCAG/FCS, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard peut être appliquée suivant détail :

$$P = \frac{V \times R}{50} \quad \text{Dans laquelle :}$$

P = montant de la pénalité exprimé en euros dans la limite de 20% du montant du bon de commande ou du prix forfaitaire mensuel.

V = montant en euros HT des prestations en retard.

R = nombre de jour de retard

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

### **3.5 CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1, L 2194-2 et R 2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'initiative de l'Anses, le cas échéant sur demande préalable du titulaire, pourront être apportées en cours d'exécution au marché. Elles seront dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence et ce, quel que soit leur montant.

Les modifications pourront porter sur les éléments suivants :

- Modification du périmètre.
- Toute modification substantielle induisant une évolution du prix.
- Augmentation du montant maximum du marché dans le cadre du dépassement du plafond initial.

Suivant le contexte économique, les modalités d'exécution suivantes :

- L'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix.
- Toute autre clause impactée.

Toute modification sera constatée par un avenant signé des deux parties.

## **ARTICLE 4 VERIFICATIONS ET ADMISSION**

Les opérations de vérifications et les procès-verbaux connexes sont établis par le responsable technique désigné au titulaire par l'Anses.

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

A l'issue de la réalisation des prestations, l'Anses dispose de 15 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours ouvrés, la décision d'admission est réputée acquise.

## **ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE**

### **5.1 GENERALITES**

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage. Ils sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et

prestations, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (conditionnement, emballage, manutention, assurance, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison, frais de déplacement et d'hébergement de ses personnels, garantie...).

## **5.2 FORME ET REVISION DES PRIX**

Les prix du marché sont forfaitaires et unitaires ; ils sont fermes pour la première période d'exécution du marché.

Pour les périodes suivantes, les prix du marché sont révisables à date anniversaire, par référence au tarif que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle et/ou au barème qui s'applique au présent marché (sur lequel seront appliqués le ou les rabais indiqués le cas échéant à l'acte d'engagement et ses annexes).

### **✓ Mise en œuvre des révisions :**

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire, qui adresse à l'Anses – service des marchés publics – les éléments retenus pour la révision des prix et calcule les nouveaux prix applicables.

Dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Par dérogation dûment motivée par le titulaire, en cas de changement important dans la structure des prix du marché, le titulaire pourra demander la mise en œuvre d'une révision des prix avant la date anniversaire précitée.

### **✓ Clause de sauvegarde - butoir :**

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE**

### **6.1 AVANCE**

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions des articles R2191-3 à 2191-19 du code de la commande publique.

### **6.2 ACOMPTES**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes dont la période de versement est fixée à un mois à la demande du titulaire. Chaque demande d'acompte est accompagnée d'un document justifiant l'état d'avancement de la prestation.

### **6.3 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54 130 012 024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

### 6.3.1 Facturation électronique

Le dépôt des factures sera effectué exclusivement via le portail Chorus Pro (solution gratuite) :

**Pour la partie forfaitaire correspondant à l'abonnement annuel**, l'Anses transmettra à la société le numéro de « Ceng » associé.

La facture correspondant au forfait annuel sera présentée terme à échoir. Les modalités de dépôt dans chorus Pro sont les suivantes :

- ☐ Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- ☐ Numéro d'engagement : indiquer « le numéro de CENG xxxx (transmis par l'Anses) ; à défaut le n° de marché sous la forme XMIX000xxx
- ☐ Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? répondre NON
- ☐ Code service (facultatif) : néant l'ANSES n'en a pas.

**Pour ce qui concerne les factures mensuelles** correspondant aux prestations suivantes (liste non exhaustive- voir Annexe financière – Autre (hors bons de commande): consultation d'articles, coûts de retombées médiatiques, droits d'auteur, insertion d'articles d'externe dans le panorama, envoi des alertes audiovisuelles,...

La société s'engage à joindre systématiquement à l'appui des factures mensuelles l'annexe financière détaillant les droits d'auteurs et toutes autres informations utiles permettant d'explicitier les montants facturés.

Les factures seront directement déposées par la société dans CHORUS selon les modalités suivantes :

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : indiquer « le numéro de marché XMIX000xxx/ FDIR
- Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? répondre NON
- Code service (facultatif) : néant l'ANSES n'en a pas.

### 6.3.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;
- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

#### **6.4 MODE DE REGLEMENT ET DELAI DE PAIEMENT**

Les prestations objet du marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte mentionné sur l'acte d'engagement. Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Anses dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

#### **Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Anses, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

*Cas de l'avance :* pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la date de notification du marché.

#### **6.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il adresse au pouvoir adjudicateur, une déclaration lors de la présentation de l'offre ou encore en cours d'exécution du marché (formulaire DC4).

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur, il est fait application du chapitre III du code de la commande publique.

Les factures du sous-traitant sont libellées au seul nom du titulaire et sont directement transmises à ce dernier.

Ensuite, le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- la désignation du sous-traitant ;
- le numéro du marché concerné ;
- la somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.



## **ARTICLE 7      ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 8      CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux sans l'autorisation de l'Anses.

Les obligations précitées persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute du titulaire.

### **Dispositions diverses :**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;

Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;

Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;

Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

## **ARTICLE 9      RESILIATION DU MARCHE**

### **9.1      DISPOSITIONS GENERALES**

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **9.2      DISPOSITION PARTICULIERE**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements requis pour la candidature par le code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## **ARTICLE 10      AUTRES DISPOSITIONS**

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus au code de la commande publique est :**

Le Directeur général de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**Le comptable assignataire des paiements est :**

L'Agent comptable de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**Personnes habilitées à signer les commandes :**

Le Directeur général  
Le Directeur général adjoint en charge des ressources  
Le Directeur de l'administration et des finances  
Les personnes ayant reçu délégation dans la limite de leur pouvoir.

## **ARTICLE 11      LITIGES**

Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché peut faire l'objet d'un règlement amiable suivant les dispositions du Code de la commande publique.

Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents conformément aux règles de compétence en la matière.

## **ARTICLE 12      DEROGATIONS AU CCAG. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

- L'article 3.3 déroge aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS
- L'article 3.4 déroge aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS
- L'article 5.2 déroge aux dispositions des articles 38 et 42 du CCAG/FCS.